



La recomposition de l'extrême droite française

Les commentateurs semblent avoir été surpris par les bons scores obtenus par le FN aux élections régionales de mars dernier. Pourtant, toutes les conditions étaient remplies pour qu'une formation nationaliste, populiste, puisse réussir à tirer son épingle du jeu dans une élection de ce type...

Philippe LAMY, personne-ressource du groupe de travail « Extrême droite » de la LDH

Beaucoup étaient tentés de décréter la fin de l'extrême droite française, à la veille des élections régionales de mars 2010. Le FN avait en effet subi un recul indéniable lors des élections européennes, marqué par une perte de 3,5 % par rapport à 2004, ne conservant que trois élus. Il est vrai que la formation de Jean-Marie Le Pen connaît une triple crise : crise financière l'obligeant à changer de siège, crise militante avec de nombreux départs et scissions, et enfin crise de leadership provoquée par le prochain départ de celui qui fut le chef du FN depuis 1972. Hostiles à une éventuelle prise de pouvoir en interne par Marine Le Pen, les scissions se sont succédé depuis trois ans. Ce fut d'abord l'équipe des « anciens » du Parti des forces nouvelles (PFN) autour de Roland Hélie et Robert Spiebler, rejoints depuis par Pierre Vial, qui constitua la Nouvelle Droite populaire (NDP). Puis, s'appuyant sur de nombreux conseillers régionaux déçus de ne plus figurer sur les futures listes, Carl Lang constitua à son tour sa propre formation, le Parti de France (PDF). Enfin, il faut mentionner le départ du « national-communiste » Alain Soral, qui

s'est rapproché de Dieudonné pour constituer une liste « anti-sioniste » lors des élections européennes. Alliés à ce qu'il reste du Mouvement national républicain (MNR), les listes régionales de la NDP et du PDF n'ont pas dépassé les 3,8 %, perdant tout espoir d'obtenir des élus. Comptant peu de militants, elles n'ont plus le choix que de suivre les initiatives d'autres groupes, plus radicaux encore. Il a toujours existé une mouvance radicale qui gravite dans et autour du FN, plus particulièrement dans son organisation de jeunesse, le Front national de la jeunesse (FNJ), qu'elle soit néonazie, skinhead, néofasciste ou nationaliste révolutionnaire. Lucien Rebabet décrivait l'histoire de l'Action française comme un « *chapelet continu de dissidences* » (Les Décombres, 1942). C'est en fait toute l'histoire de l'extrême droite et du Front national. Aujourd'hui, cette recomposition se fait autour de deux thèmes majeurs : la défense de l'identité, nationale ou européenne, et la lutte contre l'islam et l'immigration. Nous assistons peut-être à l'émergence d'une nouvelle extrême droite, même s'il vaudrait mieux parler d'extrêmes droites au pluriel⁽¹⁾. A priori, il n'y a rien de commun entre un



La nouvelle génération d'extrême droite radicale se complait dans le passé et se retrouve pour commémorer (notamment) le 9 mai 1994, à la mémoire de Sébastien Deyzieu.

catholique, adepte des thèses suivies par la Fraternité de Saint-Pie-X, et un néopaïen de Terre et Peuple. C'est une nouvelle génération, née à la fin des années 1970, quand l'opinion publique découvrait pendant l'été 79 l'existence d'une « nouvelle droite », et qui ne connaît du FN que ses (premiers) succès électoraux. Ses militants et responsables n'ont pas été mêlés aux engagements de leurs aînés, que ce soit dans la collaboration ou dans l'OAS, même s'ils continuent de les



ACTUALITÉ

Vie politique

«vénérer». Cette extrême droite se complaît dans le passé et se retrouve pour commémorer le 6 février 1934, le 1^{er} mai lors de la manifestation du FN, ou le 9 mai pour honorer la mémoire de Sébastien Deyzieu⁽²⁾. Elle dispose d'un fond intellectuel, idéologique, dont elle n'hésite pas à faire régulièrement référence.

De nouvelles extrêmes droites

On peut distinguer, au sein de cette extrême droite radicale, trois groupes principaux: le Bloc identitaire, le plus organisé et structuré - mais pas forcément le plus voyant -, qui multiplie les actions, comme la distribution de «soupe au cochon» aux SDF, l'entrisme dans les groupes de supporters (Nice et le PSG), la création de «maisons régionales», toujours au nom de la défense de l'identité, et qui utilise Internet comme d'une arme de guerre, via ses nombreux sites (dont «Novopress»). Les Identitaires possèdent des contacts à l'étranger, comme avec la Ligue lombarde et des néofascistes «autonomes» (Casa Pound). Le Renouveau français est également très actif, avec de nombreux jeunes, se définissant comme «nationalistes, catholiques et contre-révolutionnaires». Serge Ayoub, dit «Batskin», est réapparu dans le paysage et cherche, autour de l'événement du 9 mai, à ordonner cette ultradroite radicale autour des différents groupes skinheads, des «nationalistes autonomes», qui s'inspirent de leurs homologues allemands, voire du Groupe union défense (Gud) recomposé. Il a réussi cette année à organiser un défilé de près de six cents activistes avec slogans («Europe, Jeunesse, Révolution!») et drapeaux noirs (ceux du fascisme et du Front noir des frères Strasser). Tout ceci prêterait à sourire si de nombreux membres de ces groupes n'étaient impliqués depuis des années dans des actes violents, agressions physiques, profanations de cime-

tières ou incendies de mosquées. Peut-on oublier la tentative d'assassinat de Jacques Chirac en 2002 par un de ces militants? Et cette violence est non seulement assumée mais revendiquée, considérée comme «*un moyen, parfois une juste et impérieuse nécessité*», devant «*en tout cas toujours rester une possibilité*»⁽³⁾.

Il est donc un peu tôt pour enterrer définitivement l'extrême droite. Ainsi, en Autriche, la plupart des commentateurs pensaient en avoir fini avec le parti de Jörg Haider, décédé en 2008. Le 28 septembre 2008, le cumul des suffrages donnait 29% des voix aux élections législatives pour les formations d'extrême droite autrichienne⁽⁴⁾. La crise économique et financière peut redonner du grain à moudre à une extrême droite national-populiste, sous réserve qu'elle soit en ordre de bataille. En Grande Bretagne, fait sans précédent depuis 1945, le British National Party (BNP) obtient pour la première fois deux élus au Parlement européen.

L'«acte fondateur de la présidence»

Et en France? Marine Le Pen vient de prouver à deux reprises que sa stratégie était la bonne. Elue députée européenne, elle a obtenu le meilleur score de son parti dans sa région avec 10,18%. Avec 22,2%, soit quatre points de plus qu'au premier tour, elle récidive aux régionales. Ces résultats la confortent dans sa volonté de transformer son parti afin de le rendre «crédible» politiquement, de ne plus être simplement, comme elle l'écrit, «*le caillou dans la chaussure du système*», mais de «*se préparer à appliquer [ses] idées*»⁽⁵⁾. Marine Le Pen entend «dédiaboliser» le FN en écartant tous les sujets liés à la Seconde Guerre mondiale, quitte à prendre ses distances avec son père lui-même. Ira-t-elle vers des alliances avec la droite? Il n'y a pas, en tout cas, de place en France pour une

Tout en se donnant l'apparence de crédibilité politique, le FN devra «radicaliser» son discours afin de retrouver et de conserver un électorat, son électorat. Mais sur le terrain de la radicalité, le FN devra se positionner face aux autres «pôles» d'extrême droite.

© DR



stratégie dite «à l'italienne», suivant ainsi la mutation de l'ancien parti néofasciste, le Mouvement social italien (MSI), transformé en «Alliance nationale». Un FN «modéré» n'intéresse pas, on l'a vu avec l'échec du Mouvement pour la France (MPF). Au contraire, l'ancien président du MSI a décidé de suivre la voie de l'UMP en décidant, en mars 2009, de fusionner avec Forza Italia afin de créer le parti Peuple de la liberté. C'est l'UMP de Nicolas Sarkozy qui constitue le modèle. L'élection de ce dernier en 2007 marque un véritable tournant dans l'histoire des droites françaises. Pour la première fois depuis 1958, les Français ont élu un homme qui se réclame d'une «droite décomplexée» rompant avec le gaullisme, le «libéralisme avancé» ou le «travaillisme à la française». Nicolas Sarkozy n'a pas été élu pour «réduire la fracture sociale» mais pour mettre en œuvre la «rupture» et mener une «révolution conservatrice». Le candidat de l'UMP a osé reprendre à son compte le thème de «l'identité nationale», en l'associant à l'immigration.

(1) C'est d'ailleurs le titre de l'ouvrage, publié en juin 2009 et aux éditions Syllèses, de J.-P. Gautier: *Les Extrêmes droites en France*.

(2) Militant d'extrême droite décédé en 1994 après une chute, lors d'une manifestation, organisée par le Gud et les Jeunesse nationalistes révolutionnaires (JNR), interdite par le ministère de l'Intérieur.

(3) *ID magazine* (journal des Identitaires), automne 2008.

(4) FPÖ et L'alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ) de Jörg Haider.

(5) Marine Le Pen, *A contre flots*, Grancher, 2006.



C'est Emmanuel Todd qui a fort justement écrit que le péché originel ou l'acte fondateur de la présidence a été constitué par « *l'ensemble des provocations antiégyptiennes, antiimmigrés, antimusulmans, qui ont permis [à Nicolas Sarkozy] de rallier une partie de l'électorat du FN* »⁽⁶⁾.

Ce thème de l'identité nationale n'est ni neutre ni nouveau. Le Club de l'horloge et le Club 89, laboratoires idéologiques de la droite française, avaient théorisé dans les années 1980 autour des thèmes de l'identité française mais aussi de la « préférence nationale ». On oublie trop souvent que c'est la droite parlementaire UDF/RPR qui a exploité les thèmes de l'immigration et de l'insécurité, sous l'influence de ces laboratoires idéologiques, après 1981, permettant au FN de s'engouffrer dans cette brèche.

A chaque groupe sa stratégie

Depuis 2007, le président de la République a continué de jouer sur le registre de l'insécurité. Mais son discours a trouvé des limites dans les faits. Les actes violents,

notamment « gratuits », sont en très nette augmentation, amplifiés par Internet et les vidéos « pirates ». Il n'y a pas de semaine où des rixes entre bandes sont évoquées. Et ce discours sécuritaire ne peut masquer les réalités de la crise économique qui frappe plus particulièrement le tissu industriel français, avec une augmentation très significative du chômage, notamment chez les jeunes, cette crise qui constitue toujours le « terreau » de l'extrême droite, pour reprendre l'expression de Jean-Pierre Stirbois, l'ancien secrétaire général du FN, décédé en 1988.

Jacques Julliard rappelait, dans la revue *Mil neuf cent*, que l'extrême droite vit dans « *l'interruption et le pointillé, à la manière de ces rivières qui s'enfoncent momentanément sous terre pour resurgir plus loin* »⁽⁷⁾. Cette extrême droite française n'a pas disparu. Elle peut s'organiser autour de trois à quatre pôles. Le premier peut être constitué par la droite extrême, « passe-relle » entre la droite et l'extrême droite. C'est le rôle joué par le MPF de Philippe de Villiers, qui

(6) Emmanuel Todd, *Après la démocratie*, Gallimard, 2008, p.127.

(7) *Mil neuf cent* (n° 9), « Les pensées réactionnaires », 1991.

(8) Philippe de Villiers siège désormais au sein du comité de coordination de l'UMP.

a accueilli de nombreux transfuges du FN et du MNR. Cette droite souverainiste reste sur le champ électoral, et n'a jamais frayé avec les antisémites ou les négationnistes. Elle est destinée à être absorbée par le parti de droite majoritaire, car elle doit passer des alliances pour conserver et gagner des élus⁽⁸⁾. Le deuxième pôle serait organisé autour du FN et de son leader. Dans l'hypothèse où Marine Le Pen réussirait son pari, nous aurions une extrême droite national-populiste, débarrassée des « oripeaux du passé », avec une jeune génération sans passé compromettant. Il lui faudra alors déterminer une stratégie. Tout en se donnant l'apparence de crédibilité politique, le FN devra « radicaliser » son discours afin de retrouver et de conserver un électorat, son électorat. Mais sur le terrain de la radicalité, le FN devra se positionner, face à un troisième pôle constitué autour de « l'identité » par le Bloc identitaire, la NPD, le groupe de Carl Lang. Ce groupe sera tenté de multiplier les actions et les initiatives afin de contrer Marine Le Pen. Le dernier pôle regroupe enfin les vestiges de l'extrême droite classique française, l'une des trois droites chères à René Rémond, la droite contre-révolutionnaire sur laquelle s'appuie Bruno Gollnisch, celle des maurassiens, qui n'ont jamais admis 1789, les tenants du « Dieu-famille-patrie », les nostalgiques de l'Etat pétainiste.

Lorsque la LDH décida en 1982, sous l'impulsion de Madeleine Rebérioux, de créer une commission chargée de suivre et d'étudier l'extrême droite afin de mieux préparer les réponses et ripostes, le FN n'était encore qu'un grou-puscule. Mais elle présentait que les conditions étaient remplies pour que l'extrême droite prospère. Vingt-huit ans plus tard, devrions-nous changer de diagnostic ? Malheureusement, rien n'est moins sûr. ●